

BUREAU D'ARBITRAGE DES CHEMINS DE FER DU CANADA

CAUSE N^o 2226

Entendue ... Montr,al, le mercredi, 15 janvier 1992

et int,ressant

LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA

et

FRATERNIT^é CANADIENNE DES CHEMINOTS, EMPLOY^{és} DES TRANSPORTS ET

AUTRE OUVRIERS

LITIGE :

Appel de la mesure disciplinaire et du cong,diement qui en r,sulta
par suite de l'accumulation de mauvais points au dossier de R.

Hosson, commis g,n,ral, Montr,al, le 20 juin 1991.

EXPOS^é CONJOINT DU CAS :

Le 24 mai 1991, R. Hosson ,tait convoqu, ... une enqu^te concernant
<< le manque d'avoir respect, vos obligations contractuelles
concernant les tfches qui vous ont ,t, confi,es par le service
imputables ... votre absence du travail pour les p,riodes suivantes :
du 19 f,virer au 8 mars 1991, le 26 mars 1991, en apr'ss midi, le 27
mars au 17 mai 1991 >>. Suite ... l'enqu^te, R. Hosson a re'u 60
mauvais points, provoquant le cong,diement de ce dernier pour
accumulation de mauvais points.

La Fraternit, soutient que la mesure disciplinaire est injuste et
excessivement s,v're. La Fraternit, demande que R. Hosson soit
r,tabli dans ses fonctions et rembours, toutes pertes encourues.

La Compagnie est en d,saccord.

POUR LA FRATERNIT^é :

POUR LA COMPAGNIE :

(SGN) J. D. HUNTER

(SGN) M. M. BOYLE

pour : VICE-PR^{és}IDENT NATIONAL

pour : VICE-PR^{és}IDENT ADJOINT, RELATIONS SYNDICALES

Repr,sentaient la Compagnie :

S. Grou

Agente (r,seau), Relations syndicales, Montr,al

R. Paquette

Directeur, Relations syndicales, Montr,al

A. Lepage

Directeur Enqu^tes sp,ciales, V,rification interne

J. Scarfone

Superviseur Enqu^tes sp,ciales, V,rification interne, Montr,al

M. Desbiens

Agent -- Comptabilit, des Stocks, Achats et Stocks, Montr,al

C. Zbacnik

Agente -- Relations syndicales, Achats et Stocks, Montr,al

C. Morgan

Analyste de projet, Montr,al

Et repr,sentaient la Fraternit, :
L. St-Louis
Vice-pr,sident r,gional, Montr,al
R. Johnston
Pr,sident local des griefs, Montr,al
C. Caudron
Repr,sentant, Montr,al
R. Hosson
Plaignant

SENTENCE ARBITRALE

Il appert de la preuve que le 27 mars 1991, le plaignant a avis, la Soci,t, qu'il souffrait d'une pneumonie et qu'il serait absent jusqu'au 1er avril. De fait, il n'est revenu au travail que le 21 mai 1991, apr's une absence de presque deux mois. La preuve ,tablit que M Hosson souffrait de deux masses modulaires aux poumons. Cependant, d'apr's un rapport m,dical sign, par un pneumologue, le Dr. Yves Lachance, en date du 10 avril 1991, M Hosson avait un excellent ,tat g,n,r,l et, lors de l'examen m,dical, il ,tait bien. Cependant, le m^me jour, son m,decin de famille, le Dr. Jean Matte, a sign, une d,claration qui indiquait le retour probable au travail du plaignant vers le 23 avril. Nul autre document m,dical n'a ,t, fourni ... l'employeur.

L'Arbitre accueille la pr,tention du repr,sentant syndical ... l'effet que M Hosson recevait des soins m,dicaux en avril 1991. La question en litige, cependant, est ... savoir si son ,tat m,dical justifiait son absence du travail pour toute la p,riode en question, p,riode pour laquelle le plaignant faisait une demande pour le paiement d'une indemn, de maladie.

Quant ... cette question, la preuve syndicale est fort douteuse. Une enqu^te men,e par la Soci,t,, et dont les r,sultats ne peuvent ^tre raisonnablement contest,s, r,v'sle que pendant toute la p,riode en question M Hosson travaillait, sur une base r,guli'sre, dans une entreprise priv,e dont il est le propri,taire. Il s'agit d'un commerce sur la rue Notre Dame ouest ... Montr,al, qui s'occupe de la r,paration et de la vente d'appareils m,nagers d'occasion, tels que des po^les et des r,frig,rateurs. La preuve, qui comprend des bandes magn,tiques de vid,o enregistr,es par les enqu^teurs de l'employeur, d,montre que M Hosson oeuvrait activement sur les lieux de son commerce pendant toute cette p,riode. Il servait les clients, remplissait des formules et s'affairait ... toutes les tfches normales d'un commis de magasin. Malgr, ces activit,s, en compl,tant la formule qu'il a pr,sent,e ... la Soci,t, pour faire sa demande d'indemnisation de salaire, M Hosson a r,pondu << Non >> ... la question : << Au cours de la p,riode d'indemnisation, exercez-vous une activit, quelconque? >>.

La preuve est toute contraire. Malheureusement, l'Arbitre doit en venir ... la conclusion que m[^]me si le plaignant avait certains sympt[^]mes de maladie l[^]gitimes vers la fin de mars 1991, il n',tait pas malade au point de ne pouvoir revenir au travail que le 21 mai 1991. D'apr[^]s la pr[^]pond[^]rance de la preuve, je dois conclure qu'... partir du 10 avril, M Hosson a sciemment manipul[^], son m[^]decin dans le but de tromper son employeur quant ... son ,tat physique. D[^]s lors il ,tait apte ... retourner ... son emploi, un travail de commis dont les tfches sont comparables ... celles qu'il accomplissait sans difficult[^], dans son propre commerce.

En somme, M Hosson a tent[^], d'obtenir des prestations d'indemnit[^]s m[^]dicales pendant plus d'un mois, sous un faux pr[^]texte. Sa tromperie comprenait non seulement l'abus de la bonne foi de son m[^]decin, mais aussi une fausse d[^]claration faite ... son employeur. Dans les circonstances, l'Arbitre doit conclure que le plaignant a d[^]truit d'une fa[^]on irr[^]m[^]diable le lien de confiance essentiel ... la relation entre employ[^], et employeur, et que, malgr[^], ses longues ann[^]s de service, son cong[^]diement ,tait jussitfi[^], dans les circonstances.

A la lumi[^]re de cette conclusion, il n'est pas n[^]cessaire de se pencher sur les ,v[^]nements relativement ... l'absence de M Hosson entre le 19 f[^]vrier et le 8 mars 1991, qui semble, d'ailleurs, faire le sujet d'un litige devant un autre tribunal. Pour toutes ces raisons, le grief doit [^]tre rejet[^],.

le 17 janvier 1992

(sgn) MICHEL G. PICHER

ARBITRE